

**COMMUNE DE FILLINGES****REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE****ARRETE REGLEMENTANT LA CIRCULATION TEMPORAIRE  
AU DROIT DES CHANTIERS MOBILES  
REALISES POUR LE DEPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE  
ROUTE DU MOLE ET ROUTE D'ARPIGNY**

Le Maire de la Commune de Fillinges (Haute-Savoie),

- VU la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,
- VU le Code de la route et notamment son article R411.8,
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213.1 et L2213.2,
- VU le décret n°86-275 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la route,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992
- VU la demande présentée le 04 mars 2025 par l'entreprise RGE38, dans le cadre du déploiement de la fibre optique ;

**Considérant** qu'aucune ouverture du domaine public n'est requise,

**Considérant** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquées par les chantiers,

**ARRETE****ARTICLE 1<sup>er</sup> : Autorisation**

Le présent arrêté est applicable du 24 au 28 mars 2025 pour les travaux de repérage, aiguillages, tirages, pose de boîtiers, raccordements et mesures sur les réseaux télécom réalisés par l'entreprise RGE38, sans ouverture du domaine public, et dans le cadre du déploiement de la fibre optique,

**ARTICLE 2 : Circulation**

Sauf intempéries ou aléas de chantier, du 24 au 28 mars 2025, les dispositions seront prises de façon à réduire au maximum la gêne pour la circulation publique.

La circulation sera maintenue, régulée par alternat manuel de 9h00 à 16h00.

**ARTICLE 3 :**

La signalisation de restriction et de rétrécissement des voies de circulation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8<sup>ème</sup> partie – Signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié).

La mise en place et la maintenance de la signalisation temporaire de position et de pré-signalisation est à la charge de l'entreprise RGE38 et sera maintenue pendant toute la durée du chantier.

**ARTICLE 4 :**

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5 : Délais et voie de recours**

En application de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble - 2 place de Verdun BP 1135 - 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. La juridiction administrative peut être saisie par le biais du portail « Télérecours citoyen », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté pourra également faire l'objet d'un recours gracieux présenté auprès de l'autorité signataire ou de l'autorité hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui devra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'autorité compétente (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

## AMPLIATION :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Lieutenant - Commandant de communauté de brigades d'Annemasse-Reignier et tout agent de la Commune régulièrement assermenté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est transmise :

- à Monsieur le Lieutenant - Commandant de communauté de brigades d'Annemasse-Reignier,
- à Monsieur le Président du Département,
- à Monsieur le Président de la Communauté de Communes des 4 Rivières,
- à Monsieur le Président du SM4CC (Syndicat Mixte des 4 communautés de Communes),
- à Monsieur le Président du Syndicat des eaux Rocailles Bellecombe,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Haute-Savoie,
- à Madame la Directrice des Services Techniques de la commune de Fillinges, ,
- à Monsieur le Responsable du Service de Prévention et de Sécurité de la commune de Fillinges ;
- à l'entreprise RGE38.

Fait à Fillinges, le 20 mars 2025

Le Maire,  
Bruno FOREL



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte, affiché le 24 MAR. 2025

Date de mise en ligne : 24 MAR. 2025